



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURES DE SPECIALITES MEDICAMENTEUSES ET RADIOPHARMACEUTIQUES 2026 – MNSP26MED

N° du CCAP : MNSP26MED

Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent accord-cadre :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

Préambule	5
Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre à bon de commande	5
1.1 – Objet de l'accord-cadre à bon de commande	5
1.2 – Forme de l'accord-cadre à bon de commande.....	6
1.3 – Décomposition de l'accord-cadre à bon de commande	6
1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.5 – Origine des produits	6
1.6 – Application de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux	7
Article 2 – Pièces contractuelles.....	10
2.1 – Pièces contractuelles	10
2.2 – Notification de l'accord-cadre	11
Article 3 – Durée et délai d'exécution	11
3.1 – Durée de l'accord-cadre	11
3.2 – Délai d'exécution	12
3.3 – Prolongation des délais	13
Article 4 – Prix.....	13
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	13
4.2 – Modalités de variation des prix	14
4.2.1 – Prix sur bordereau des prix unitaires	14
4.2.2 – Prix sur catalogue	15
4.2.3 – Clause limitative de sauvegarde	16
4.2.4 – Clause de variation économique exceptionnelle	16
4.2.5 – Conditions commerciales particulières	16
4.4 – Articles nouveaux et offres promotionnelles	17
4.5- Clause de réexamen	17
Article 5 – Garanties financières	18
Article 6 – Avances	18
6.1 – Conditions de versement et de remboursement	18
6.2 – Garanties financières de l'avance.....	18
Article 7 – Modalités de règlement des comptes	18
7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs	18
7.2 – Présentation des demandes de paiement.....	18
7.3 – Facturation électronique	19
7.4 – Délai global de paiement.....	20

7.5 – Intérêts moratoires.....	20
7.6 – Escomptes.....	21
7.7 – Paiement des cotraitants.....	21
Article 8 – Conditions d’exécution des prestations.....	22
8.1 - Généralités	22
8.2 – Condition de livraison.....	22
8.3 – Traçabilité des livraisons	24
8.4 – Particularités.....	24
8.5 – Stockage, emballage et transport.....	24
8.6 – Protection des données personnelles	25
8.7 – Obligation du titulaire	27
8.7.1 – Documentation technique.....	27
8.7.2 – Formation du personnel	27
8.7.3 – Changement affectant le titulaire	27
Article 9 – Modification des conditions d’exécution en cours de l’accord-cadre	27
9.1 – Modification technique	27
9.2 – Evolution technologique.....	28
9.3 – Suppression de références	28
9.4 – Problème temporaire d’approvisionnement	28
9.5 – Ajout de références	28
9.6 – Commande occasionnelle.....	29
Article 10 – Constatation de l’exécution des prestations	29
10.1 – Opérations de vérification et leur déroulement	29
10.2 – Décisions après vérification.....	29
10.3 – Admission	30
10.4 – Marchandises remises au titulaires.....	30
Article 11 – Pénalités	30
11.1 – Pénalités de retard	31
11.2 – Pénalité pour travail dissimulé	31
11.3 – Pénalités en cas de non-respect des dispositions du Règlement IMPI	31
11.4 – Pénalités pour prestation défectueuses.....	32
11.5 – Défaillance du titulaire – Exécution par défaut.....	32
Article 12 – Assurances	33
Article 13 – Résiliation de l’accord-cadre à bon de commande.....	33

13.1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	33
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	34
Article 14 – Règlement des litiges et langues.....	35
Article 15 – Développement durable	36
Article 16 – Clauses complémentaires	37
16.1 – Obligation de confidentialité	38
16.2 – Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail	39
16.3 – Sécurité : opérations de chargement/déchargement de marchandises.....	39
Article 17 – Dérogations	40

Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé et le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes-Dauphiné a été officialisé par la signature de sa convention constitutive le 1er juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble-Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné.

A cet effet, en phase de passation de l'accord cadre à bon de commande, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution de l'accord cadre à bon de commande :

- Le CHUGA assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part de l'accord cadre à bon de commande qui les concerne, l'exécution de l'accord cadre à bon de commande (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du code de la commande publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, soit à l'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné concerné par l'accord cadre à bon de commande pour chacune des missions qui les concerne.

NOTA : Depuis le 1^{er} janvier 2020, le CHU Grenoble-Alpes et le CH de Voiron ont fusionné. A compter de cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité, l'Hôpital de Voiron étant devenu un site du CHUGA Grenoble Alpes.

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre à bon de commande

1.1 – Objet de l'accord-cadre à bon de commande

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la **FOURNITURE DE SPECIALITES MEDICAMENTEUSES 2026 (relance des lots infructueux de l'AO26MED)**.

Lieux d'exécution :

- CHU GRENOBLE ALPES :
POLE PHARMACIE - Service Support Administratif Pharmaceutique comprenant le service pharmacie du site de Grenoble et le service pharmacie de l'hôpital de Voiron

Les caractéristiques techniques des spécialités susvisées sont développées tout au long du présent CCAP, du CCTP et du catalogue des besoins.

Il est précisé que les quantités indiquées au catalogue des besoins représentent une estimation de consommation annuelle. Elles sont indicatives et ne sont donc pas contractuelles. Elles peuvent évoluer au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre et de l'activité de l'établissement.

1.2 – Forme de l'accord-cadre à bon de commande

Le présent marché négocié est soumis aux dispositions de l'article R2122-2 du code de la commande publique et fait suite aux lots déclarés infructueux lors de l'appel d'offres AO26MED.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum, avec maximum annuel fixé par lot comme indiqué dans le catalogue des besoins.

L'accord-cadre est passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.3 – Décomposition de l'accord-cadre à bon de commande

Les prestations sont réparties en **20 lots** tels que le CHUGA, établissement support, l'a développé dans son catalogue des besoins.

Il est précisé que l'ensemble des lots attribués au même titulaire peuvent être regroupés sous un même numéro d'accord-cadre.

1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Par conséquent, un bon de commande émis en fin d'accord-cadre pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande et sa date ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison ;
- Les lieux de livraison des fournitures ;
- Le montant du bon de commande ;

En application des articles 3.7.2 et 3.7.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire est tenu de se conformer aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

1.5 – Origine des produits

Lorsque le marché public a pour objet la fourniture de produits de denrées alimentaires, de véhicules, de produits de santé et d'habillement dont la liste figure sur l' [Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux](#)

données essentielles des marchés publics - Légifrance, le titulaire fournit, au plus tard, à l'acheteur un mois après la notification du marché, sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, **les données relatives à la part des produits issus de l'union européenne, dont la part de produits français, avec laquelle le marché sera exécuté.**

1.6 – Application de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux

En application du règlement (UE) 2022/1031 IMPI et du règlement d'exécution (UE) 2025/1197, les clauses suivantes s'appliquent :

- 1) Le titulaire ne peut faire appel, dans le cadre de l'exécution du marché public, pour plus de 50 % de la valeur totale du marché public, à un tiers dont la nationalité serait celle de la République populaire de Chine (ci-dessous RPC), sous peine de sanctions pécuniaires prévues à l'article 10.3 du présent CCAP. Cette clause s'applique que ce tiers soit :

- Un sous-traitant au sens de l'article L. 2193-2 du code de la commande publique ;
- Ou un sous-contractant.

Au sens de la présente clause, sont des sous-contractants les tiers avec lesquels le titulaire conclut, en vue de la réalisation d'une partie du marché public ou de l'accord-cadre :

- Soit un contrat pourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise lorsque le marché public ou l'accord-cadre est lui-même dépourvu de ces caractéristiques ;
- Soit un contrat qui serait dépourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise, y compris lorsque le marché public ou l'accord-cadre serait lui-même dépourvu de ces caractéristiques.

Un accord-cadre dépourvu des caractéristiques d'un contrat d'entreprise est un accord-cadre ayant pour objet la fourniture de produits ou la prestation de services qui ne sont pas réalisés spécialement pour répondre aux besoins de l'acheteur. La présente clause ne s'applique qu'aux contrats conclus directement par le titulaire avec un tiers et non tout au long de la chaîne de sous-traitance ou de sous-contrats. Toutefois, la sous-traitance ou la sous-contractance totale par un sous-traitant ou un sous-contractant de rang 1 du titulaire est assimilée, au sens de la présente clause, à une sous-traitance ou sous-contractance directe par le titulaire. La nationalité du tiers auquel le titulaire fait appel est déterminé selon les règles de l'article 3 du règlement IMPI précité. Au sens du présent article, les opérateurs économiques dont la nationalité est celle de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong-Kong ou des Territoires douaniers séparés de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne sont pas considérés comme des opérateurs dont la nationalité est celle de la RPC, compte tenu du fait que la RAS et ces Territoires douaniers séparés sont parties à l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

- 2) Le titulaire s'engage, pendant la durée du marché public, à ne pas fournir des dispositifs médicaux relevant des codes CPV 33100000-1 à 33199000-1 originaires de la RPC pour une valeur cumulée qui, sur toute la durée du marché public, dépasserait plus de 50 % de la valeur totale du marché, que ces biens soient fournis directement ou indirectement par le titulaire,

sous peine des sanctions prévues à l'article 10.3 du présent CCAP. En cas d'accord-cadre, cette clause ne s'applique qu'aux marchés subséquents ou bons de commande dont le montant, estimé en cas de marché subséquent, est égal ou supérieur à :

- 143 000 euros hors taxe pour les pouvoirs adjudicateurs qui sont des autorités publiques centrales ;
 - 221 000 euros hors taxe pour les autres pouvoirs adjudicateurs ;
 - 443 000 euros hors taxe pour les entités adjudicatrices.
 - L'origine des produits est déterminée selon les règles de l'article 3 du règlement IMPI précité ;
- 3) Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'accord-cadre, du marché subséquent ou du bon de commande :
- De procéder à la déclaration de tous ses sous-traitants (sous-traitants de rang 1) au sens de l'article L. 2193-2 du code de la commande publique, conformément à ses articles L. 2193-4 à L. 2193-7, et d'en tenir un récapitulatif (« récapitulatif sous-traitants ») ;
 - De tenir à la disposition de l'acheteur un récapitulatif (« récapitulatif sous-contractants ») : De l'ensemble des sous-traitants intervenant dans la chaîne de sous-traitance autres que ceux mentionnés au 1) ci-dessus ;
 - De l'ensemble des sous-contractants auxquels le titulaire, ses sous-traitants, ses sous contractants, leurs sous-traitants et leurs sous-contractants font appel pour fournir des dispositifs médicaux relevant des codes CPV 33100000-1 à 33199000-1.
- 4) Au sens de la présente clause, sont des sous-contractants les tiers avec lesquels le titulaire, ses sous-traitants, ses sous-contractants, leurs sous-traitants et leurs sous-contractants concluent, en vue de la réalisation d'une partie du marché public ou de l'accord-cadre :
- Soit un contrat pourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise lorsque le marché public ou l'accord-cadre est lui-même dépourvu de ces caractéristiques ;
 - Soit un contrat qui serait dépourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise, y compris lorsque le marché public ou l'accord-cadre serait lui-même dépourvu de ces caractéristiques.
- 5) Ces récapitulatifs « sous-traitants » et « sous-contractants », qui peuvent être présentés sous la forme d'un document unique, contiennent :
- L'ensemble des informations nécessaires à la détermination de l'identité et de la nationalité des tiers qui sont intervenus dans le cadre de l'exécution du marché, de l'accord-cadre, du bon de commande ou du marché subséquent ainsi que la ventilation, par tiers, des prix et montants concernés ;
 - L'ensemble des informations nécessaires à la détermination de l'origine des fournitures, services ou travaux dont la livraison ou l'exécution a été confiée à ces tiers ainsi que la ventilation, par tiers, des prix et montants concernés.
- 6) Ces récapitulatifs sont accompagnés de toute preuve adéquate permettant de vérifier la véracité des informations qu'ils contiennent. Le titulaire fournit ces récapitulatifs et preuves au plus tard lors de la première demande de paiement. Dans l'hypothèse où une modification intervient dans la chaîne de sous-traitance ou de sous-contractance en cours d'exécution, le titulaire en informe l'acheteur lors de la prochaine demande de paiement qu'il lui adresse. Lorsque l'acheteur constate que ces éléments ne lui ont pas été transmis dans les délais, il

adresse une demande au titulaire qui dispose alors d'un délai de dix jours francs à compter de sa réception, pour les lui fournir.

7) Sans préjudice pour le paragraphe suivant, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur les récapitulatifs et les preuves, de manière concomitante à l'envoi de la dernière demande de paiement intervenant :

- Dans le cadre de l'exécution du marché public, lorsqu'il ne s'agit pas d'un accord-cadre ;
- Dans le cadre de l'exécution du bon de commande ou du marché subséquent en cas d'accord-cadre, lorsque le bon de commande ou le marché subséquent en cause est soumis aux obligations des clauses du présent article. Lorsque cette dernière condition n'est pas remplie, cette obligation de transmission n'est pas applicable.

En application du règlement (UE) 2022/1031 IMPI et du règlement d'exécution (UE) 2025/1197, les règles suivantes s'appliquent de manière concomitante à l'envoi de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du marché, du marché subséquent ou du bon de commande, le titulaire adresse à l'acheteur, par tout moyen adéquat :

- Les récapitulatifs prévus à la clause précitée ;
- Et les preuves adéquates permettant de vérifier la véracité des informations qui figurent dans ces récapitulatifs.

Le défaut de transmission de ces éléments ou la demande par l'acheteur de compléments ou d'explications sur ces éléments, signalé ou adressé au titulaire dans le délai de paiement applicable, interrompt ce délai, sans préjudice, lorsque l'acheteur est un pouvoir adjudicateur, des dispositions de l'article R. 2192-27 du code de la commande publique.

Toutefois, le titulaire n'est pas tenu de fournir ces éléments dans les cas suivants :

- ❖ Lorsque l'acheteur lui a demandé, en cours d'exécution du marché, du marché subséquent ou du bon de commande concerné, leur transmission en application du présent article, à condition que les récapitulatifs et les preuves transmis à cette occasion demeurent valables et complets ;
- ❖ Lorsque le titulaire lui a transmis ces éléments de sa propre initiative, en cours d'exécution du marché, du marché subséquent ou du bon de commande concerné, à condition, que les récapitulatifs et preuves transmis à cette occasion effectuée demeurent valables et complets ;
- ❖ En cas d'accord-cadre, lorsque l'exécution du marché subséquent ou du bon de commande concerné n'est pas soumise aux obligations du présent article.

L'acheteur procède, sur la base de ces récapitulatifs et de ces preuves, aux vérifications du respect des obligations prévues par les clauses du présent article et applique, le cas échéant, la sanction prévue par l'article 10.6 du CCAP.

Article 2 – Pièces contractuelles

2.1 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont listées ci-dessous. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe « conditions commerciales complémentaires » ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « RGPD - Guide du sous-traitant » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), les spécifications techniques mentionnées dans le BPU et son annexe « dossier sécurité livraison » ;
- Le catalogue des besoins (hormis les quantités indiquées, qui le sont à titre indicatif) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La fiche de renseignements fournisseurs ;
- Le document « cadre de réponse » ;
- Le document « Données logistiques » ;
- L'offre financière de l'Opérateur Economique propre à chaque lot concerné (Fichier CRY) ;
- Les dispositions du dossier technique par lot (rédigées en français) correspondant aux produits et prestations proposés par l'Opérateur Economique qui ne contredisent pas les dispositions des pièces de l'accord-cadre, ainsi que l'ensemble des documents certifiant les autorisations nécessaires (notamment le marquage CE) ;
- Le cas échéant, les spécimens demandés ;
- Le catalogue (tarif établissements publics applicable à l'ensemble de sa clientèle),
- Le cas échéant, les modifications de l'accord-cadre (prévues par les articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique l'article 5 du présent CCAP) et bordereaux de prix supplémentaires (prévus à l'article 5.5 du présent CCAP), signés postérieurement à la notification et en cours d'exécution de l'accord-cadre
- Les normes françaises AFNOR,
- Le Code de la Santé Publique,
- La réglementation de la Pharmacopée Européenne, aux normes européennes EN et/ou aux normes françaises AFNOR,
- Le décret n°95-566 du 6 mai 1995 relatif à la pharmacovigilance des médicaments dérivés du sang humain,
- Le décret 87-200 du 25 mars 1987 faisant obligation aux fabricants, vendeurs ou importateurs de porter à la connaissance de l'établissement utilisateur de substances ou préparations dangereuses les renseignements nécessaires à la prévention et à la sécurité par une fiche de données de sécurité concernant les dits produits tels qu'ils sont mis sur le marché ;
- La loi n° 75-1349 du 30 décembre 1975, J.O. du 04 janvier 1976 et circulaire du 14 mars 1977,
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords internationaux, dont le projet de loi de modernisation de la Santé (création des groupements hospitaliers de territoires) et le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se verrait directement appliquée au présent accord cadre dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

Les prescriptions définies au présent accord-cadre annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.

Il appartient à l'Opérateur Economique de signaler avant la signature de l'accord-cadre les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces de l'accord cadre pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.

2.2 – Notification de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché se fait par l'envoi au titulaire, via la plateforme de dématérialisation PLACE, d'une copie de l'acte d'engagement signée par le Pouvoir Adjudicateur à laquelle est annexée :

- Une copie de l'offre financière ;
- L'annexe relative aux conditions commerciales complémentaires, le cas échéant ;
- Le RIB, le cas échéant ;
- Les renseignements fournisseurs ;
- Le rapport de vérification de la signature de l'opérateur économique ;
- Le cadre de réponse.

Article 3 – Durée et délai d'exécution

3.1 – Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre à bon de commande est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01 avril 2026 au 31 mars 2027. Toutefois, si la date de notification de l'accord cadre est postérieure au 01 avril 2026, la période initiale d'un an sera conclue à compter de la date de notification jusqu'au 31 mars 2027.

Reconduction de l'accord-cadre :

L'accord cadre à bon de commande peut être reconduit tacitement 2 fois, par périodes successives de 1 an. Ainsi la durée maximale de l'accord cadre, toutes reconductions effectuées ne pourra excéder 3 ans (soit le 31 mars 2029).

La reconduction est considérée comme acceptée par le pouvoir adjudicateur si aucune décision écrite contraire n'est prise au moins 3 mois avant l'échéance de la période de validité en cours. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord cadre.

En cas d'atteinte du montant maximum, l'accord-cadre est reconduit de manière anticipée à compter de la date de notification au titulaire du bon de commande provoquant ce dépassement.

Par ailleurs, le CHU Grenoble Alpes peut décider de ne pas reconduire cette procédure si des besoins intègrent les marchés nationaux (tels que UNIHA).

Il est précisé que si l'accord-cadre regroupe plusieurs lots, chacun des lots pris individuellement peut être reconduit ou non.

3.2 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution des bons de commande (ou de livraison des prestations), émis durant la période de validité de l'accord cadre à bons de commande, sont fixés à chaque bon de commande conformément à l'engagement pris par le titulaire dans le document « cadre de réponse ».

Toutefois, hors médicaments radiopharmaceutiques, le titulaire s'engage sur un délai maximum de livraison en routine de 5 jours à compter de la date d'envoi de la commande.

Le cas échéant, si le CHUGA a besoin occasionnellement de procéder à une commande urgente (c'est-à-dire en deçà du délai de livraison stipulé par le titulaire dans le cadre de réponse), et que dans le cadre de sa réponse le titulaire n'est pas en capacité d'y répondre, le CHU Grenoble-Alpes s'adressera à un autre prestataire.

L'Opérateur Economique prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les délais susvisés en raison de l'obligation de continuité du service.

Si l'Opérateur Economique n'est pas en mesure de satisfaire la demande dans les délais impartis, il doit obligatoirement en aviser le représentant du CHU Grenoble Alpes (Pôle pharmacie Grenoble ou PUI du site de Voiron, selon l'émetteur du bon de commande) par fax ou tout autre moyen dans les 24 heures à compter de l'envoi de la commande et lui soumettre une prolongation des délais d'approvisionnement.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs du CHU Grenoble Alpes, ce délai peut être accepté et seules les pénalités de retard prévues à l'article 12.1 du présent CCAP s'appliquent le cas échéant.

En cas contraire, si les impératifs du CHU Grenoble Alpes ne lui permettent pas d'attendre, il est en mesure d'appliquer notamment l'article 14 du présent CCAP « exécution par défaut ».

3.3 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CHU Grenoble Alpes dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 – Prix

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande sont réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans l'offre financière de l'Opérateur Economique propre à chaque lot (Fichier CRY).

Les prix unitaires s'entendent hors taxes, pour fournitures rendue franco de port, d'emballage et d'assurance, quel que soit le montant de la commande. Le fournisseur doit préciser le taux des taxes fiscales et parafiscales éventuelles.

Remarque : Si l'offre du titulaire contient des frais de port et/ou minimum de commande, ceux-ci ne sont pas applicables : Aucun frais de port ou minimum de commande ne sera appliqué. Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que de l'intégralité des prestations définies au présent cahier des charges. Ils prennent en compte également, le respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande en quantité ou en valeur ne peut être facturé.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services, les prix à payer sont ceux applicables à la date d'engagement de la commande.

Rabais sur catalogue :

L'article 6 de l'annexe à l'acte d'engagement « conditions commerciales complémentaires » établit le pourcentage de rabais qu'il est consenti sur ses prix catalogues, et ce afin de pouvoir commander des produits non répertoriés au présent accord cadre à bon de commandes.

Il doit être fourni la copie du catalogue ainsi que la preuve que ce catalogue est applicable à l'ensemble de sa clientèle.

Le catalogue est celui en vigueur à la date du bon de commande.

Il est précisé que ces produits sont strictement conformes à l'objet de l'accord cadre à bons de commande et que le montant pouvant être consacré à des achats de fournitures sur ce catalogue ne peut excéder 20% du montant maximum de l'accord-cadre.

Ces produits sont facturés par application aux quantités livrées des prix référencés sur les tarifs, déduits du rabais fixé à l'article 6 de l'annexe à l'acte d'engagement « conditions commerciales complémentaires ».

L'Opérateur Economique fournit, pour chaque année de renouvellement de l'accord-cadre, les mises à jour du catalogue. Il doit joindre obligatoirement à son offre 1 exemplaire du tarif applicable à l'ensemble de sa clientèle (sous format Excel : CD-ROM ou clé USB).

Il est rappelé que si la rubrique « Rabais sur catalogue » de l'article 6 de l'annexe à l'acte d'engagement « conditions commerciales complémentaires » n'est pas complétée, le rabais pris en compte est équivalent à 0.

4.2 – Modalités de variation des prix

4.2.1 – Prix sur bordereau des prix unitaires

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première période d'exécution de la prestation (à compter du 01/04/2026, ou date de notification le cas échéant, au 31/03/2027) et ajustables à l'échéance annuelle de l'accord cadre à bons de commande dans les conditions ci-dessous :

Pour les éventuelles périodes de reconduction de l'accord cadre à bons de commande, l'Opérateur Economique de l'accord cadre à bons de commande s'engage à faire parvenir au CHU Grenoble Alpes par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 4 mois avant la date de commencement de la période de reconduction prévue pour l'application de l'ajustement (la date de l'accusé de réception faisant foi).

Cet envoi devra se faire spontanément, sans que le CHU Grenoble Alpes sollicite l'Opérateur Economique, par lettre recommandée avec accusé de réception, en suivant les mentions ci-dessous :

CHU GRENOBLE ALPES
Pôle Pharmacie
Reconduction n°
Pavillon Moidieu
CS 10217
38043 GRENOBLE Cedex 09

Les prix ainsi ajustés sont fermes et invariables pendant la période de reconduction, sauf en ce qui concerne l'application d'un tarif CEPS*(cf. ci-dessous) et les offres promotionnelles** émises par le titulaire.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le CHU Grenoble Alpes, prononcée dans le délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception, et sont applicables à la date anniversaire de reconduction de l'accord-cadre à bons de commandes.

L'opérateur économique est informé de l'acceptation de ses nouveaux prix par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel.

Les prix ainsi ajustés sont fixes pour toute la durée de la reconduction.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

La justification de la revalorisation détaillée des prix sera à la charge de l'Opérateur Economique.

Important : A défaut de proposition d'évolution dans le délai imparti, les prix en cours, y compris les tarifs des catalogues, sont reportés et sont affermis pour la deuxième année de l'accord cadre à bons de commande.

*** Application d'un prix CEPS. :**

Toutefois, pour la particularité des produits inscrits au CEPS, l'opérateur économique doit indiquer les prix H.T. et T.T.C. proposés et le pourcentage de remise par rapport au prix CEPS.

Dans cette situation, le prix de l'accord-cadre à bons de commande est obligatoirement ajusté en référence au barème du CEPS, le tarif CPES devant constituer le prix maximum acceptable.

Toutefois, le titulaire est libre de proposer un prix inférieur aux prix CEPS en vigueur.

Dans l'hypothèse où un tarif CEPS serait publié en cours d'exécution de l'accord cadre à bons de commande :

L'Opérateur Economique s'engage à répercuter toute baisse ou toute hausse en cours d'accord cadre à bons de commande à la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. Le pourcentage de remise initial consenti par l'Opérateur Economique sera alors obligatoirement appliqué.

Dans l'hypothèse où un produit serait inscrit aux prix CEPS en cours d'exécution de l'accord-cadre :

- si le prix de l'accord-cadre est supérieur au prix CEPS, le prix de l'accord-cadre est ajusté en référence au barème CEPS, le tarif CEPS devant constituer le prix maximum acceptable. Toutefois, le titulaire est libre de proposer un prix inférieur aux prix CEPS en vigueur au moment de l'ajustement.

- Si le prix de l'accord cadre est inférieur au prix CEPS, le prix de l'accord-cadre sera inchangé.

Dans l'hypothèse où le produit serait retiré des prix CEPS en cours d'exécution de l'accord-cadre, le prix de l'accord-cadre est maintenu ou ajusté à la baisse.

Dans tous les cas, la prise en compte du changement de prix CEPS se fait par la rédaction, par le CHU de Grenoble, d'un certificat administratif.

4.2.2 – Prix sur catalogue

En cas de mise à jour du catalogue des prix tarifs et à tout moment dans le délai d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, 1 exemplaire du nouveau catalogue est à adresser systématiquement au CHU Grenoble Alpes (sous format Excel ou PDF).

Ce nouveau catalogue devient contractuel un mois après sa date de réception.

4.2.3 – Clause limitative de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord cadre à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 4 % par an.

4.2.4 – Clause de variation économique exceptionnelle

En cas de crise majeure d'approvisionnement (hausse matières premières, hausse des coûts de transport, ...) sur un produit ou sur une gamme de produit, entraînant une augmentation des prix supérieure à 4% lors des périodes de reconduction ou en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit : Informer le pharmacien. Fournir les éléments de preuve (nationaux et internationaux) justifiant de la crise d'approvisionnement. Prouver que l'évolution de prix global porte sur la part « matière première » et non sur la part « service » qui doit rester stable.

Si la proposition du titulaire ne lui paraît pas acceptable au regard des prix du marché et des indices officiels (INSEE par exemple), le CHUGA peut refuser l'augmentation proposée et résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire.

En cas d'acceptation du prix par le CHUGA, le titulaire doit en outre obligatoirement prévenir ce dernier de la fin de la crise d'approvisionnement, et immédiatement répercuter la baisse sur ses prix de vente.

4.2.5 – Conditions commerciales particulières

Ces conditions commerciales sont renseignées dans le document « Annexe à l'acte d'engagement : conditions commerciales complémentaires ».

- **Remise sur chiffre d'affaires :**

Le titulaire peut proposer une remise sur le chiffre d'affaires généré par lot. Cette remise est renseignée dans l'annexe à l'acte d'engagement : « conditions commerciales complémentaires ».

Cette remise sur le chiffre d'affaires est due à chaque échéance semestrielle de la période d'exécution concernée du marché, après émission d'un titre de recette par le CHUGA.

Le titre de recette sera émis après réception par le CHUGA, d'un état des commandes passées pendant la période d'exécution concernée. Cet état fera clairement apparaître le montant global des commandes par lot et le montant de la remise due par le titulaire.

Cet état doit être transmis par le titulaire dans un délai de 30 jours après la fin de la période d'exécution concernée.

- **Unités gratuites :**

A l'intérieur d'un même lot, le titulaire peut proposer des unités gratuites.

Les modalités sont précisées par le titulaire dans l'annexe à l'acte d'engagement « conditions commerciales complémentaires ».

4.4 – Articles nouveaux et offres promotionnelles

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur exprime le besoin d'articles nouveaux en cours d'exécution, ils peuvent être ajoutés à l'accord-cadre par simple acte spécial (bordereau des prix unitaires supplémentaire) signé des deux parties et de ce fait, sont intégrés à l'accord-cadre. Les articles ainsi inclus sont de même nature et respectent l'objet de l'accord cadre.

Les prix des fournitures figurant dans l'offre financière de l'Opérateur Economique propre à chaque lot (Fichier CRY) peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles mises en place par l'opérateur économique.

L'Opérateur Economique doit adresser par écrit le tarif promotionnel au CHU Grenoble Alpes dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seules fournitures figurant à l'accord cadre à bons de commande.

Les prix promotionnels s'appliquent à l'ensemble des commandes ayant pour objet une fourniture, faisant l'objet de la promotion et émises dans le cadre de l'accord cadre à bons de commande.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre à bons de commande, ajustés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article 11 du présent CCAP, sont ceux à nouveau en vigueur.

La promotion doit être envoyées par mail à : CelluleAchatPolePharmacie@chu-grenoble.fr

4.5- Clause de réexamen

En cours d'exécution de l'accord-cadre, les différentes remises indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement « conditions commerciales complémentaires » pourront évoluer, notamment :

- Remise liée au chiffre d'affaires : le titulaire pourra revoir les paliers de chiffres d'affaires et/ou les pourcentages de remises consentis indiqués dans l'annexe à l'acte d'engagement. Il pourra créer des paliers supplémentaires non prévus initialement assortis de pourcentage de remise compte tenu des consommations réelles et/ou baisser les montants des paliers initiaux et/ou augmenter les pourcentages de remise initiaux ;
- Remise sous forme d'unités gratuites : le titulaire pourra accorder une remise plus favorable que celle indiquée dans son annexe à l'acte d'engagement ;
- Rabais sur catalogue : le titulaire pourra accorder un rabais sur catalogue plus important en cours d'exécution.

Remarque : Dans tous les cas, les nouvelles remises proposées doivent être plus favorables que celles indiquées dans le document « Annexe à l'acte d'engagement : conditions commerciales complémentaires » initial.

Le titulaire enverra au CHUGA ses nouvelles remises applicables et celles-ci entreront en vigueur après accord du CHUGA transmis au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par mail.

Article 5 – Garanties financières

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

Article 6 – Avances

6.1 – Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une **petite ou moyenne entreprise** au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à **20 %** du montant de la commande.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à **5 %** du montant de la commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à **5 %** du montant de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

7.2 – Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables et directement liés à l'exécution de l'accord cadre ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> *Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :*
<https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> *En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro :* <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-creer-mon-compte-utilisateur-et-deposer-mes-factures-sur-chorus-pro-pour-les-entreprises/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

Informations relatives à la facturation (si pas de mention sur le bon de commande) :

Etablissements	Adresse de facturation	SIRET / TVA INTRACOM	CODE FACTURATION CHORUS PRO
CHU GRENOBLE-ALPES	CHU GRENOBLE-ALPES		
HOPITAL DE VOIRON (<i>Suite à la fusion avec le CHUGA au 1er janvier 2020 le CH de Voiron devient un site du CHUGA</i>)	Pôle Pharmacie – UM Support Administratif pharmaceutique – Pavillon MOIDIEU CS 10217 38043 GRENOBLE Cedex 09	263 800 302 000 14 / FR 34263800302	MEDICAMENTS

7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées seront soit modifiées soit retournées à l'Opérateur Economique pour correction, elles seront accompagnées d'une lettre, expliquant les raisons du refus de mandater du CHU Grenoble Alpes et/ou du site de Voiron (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). L'Opérateur Economique devra obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du CHU Grenoble Alpes et/ou du site de Voiron ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

7.5 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus à l'article R2192-1 du Code de la commande publique :

- Donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement, au bénéfice de l'opérateur économique, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est établi à l'article D2192-35 du Code de la commande publique ;
- Fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice de l'opérateur économique.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il adresse pour cela sa demande au CHU Grenoble Alpes et y joint les justificatifs nécessaires (note d'honoraire d'un avocat, facture d'une entreprise de recouvrement...).

Conformément à l'article R2192-31, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.6 – Escomptes

Les Opérateurs Economiques préciseront les conditions, exprimées sous formes de taux de remise, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 40 jours calendaires.

Le cas échéant, plusieurs taux de remise pourront être avancés, variables par tranches de délai (cf. Annexe à l'acte d'engagement : Conditions commerciales complémentaires)

Ces conditions, contractuelles, s'appliqueront chaque fois que le CHU Grenoble Alpes honorera les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour le CHU Grenoble Alpes de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforce.

7.7 – Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant aux groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent accord cadre.

7.8 - Paiement des sous-traitant

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG-FCS, le régime de la sous-traitance est inapplicable à cet accord cadre s'agissant d'un marché de fourniture.

Article 8 – Conditions d'exécution des prestations

8.1 - Généralités

Les prestations et fournitures devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de la signature de l'accord cadre à bons de commande.

L'Opérateur Economique s'engage pendant la durée de vie minimale de la spécialité. En cas de défaillance pendant cette période, il doit procéder à un échange standard.

Il doit répondre en tous points de la qualité des articles livrés.

Réglementation et comportement :

L'opérateur économique titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, règlement intérieur de l'établissement, etc.). Le personnel du titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des usagers, des tiers etc.

Le personnel de l'entreprise présent dans l'hôpital doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site.

Responsable chargé de représenter le titulaire :

La bonne exécution des prestations suppose que l'opérateur économique titulaire affecte à l'accord-cadre un seul responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur (nom à renseigner dans l'Acte d'Engagement).

Le changement de responsable doit être notifié par tout moyen au pouvoir adjudicateur au moins 10 jours avant son remplacement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplirait pas correctement ses fonctions à son égard.

A défaut de désignation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre alors droit pour l'opérateur économique titulaire à aucune indemnité.

8.2 – Condition de livraison

L'établissement dans lequel doivent être livrées les fournitures sera spécifié dans chaque bon de commande.

Il s'agira soit du site de Grenoble Alpes soit du site de Voiron.

Attention, le lieu de livraison peut varier selon le type de fournitures commandées, les mentions particulières de livraison sont visées sur chaque bon de commande :

1) Pour les spécialités médicamenteuses, hors radiopharmaceutiques et radiochimiques :

Pour le CHUGA (CHU Grenoble Alpes) :

- **Livraison en routine - Du lundi au vendredi (sauf jours fériés) De 8h à 12h :**

Plateforme logistique CHU Grenoble Alpes
ZI du Domeynon
Rue des Bourelles
38420 DOMENE
OU
Pharmacie CHU Grenoble Alpes
Quai de livraison de l'Hôpital Albert Michallon
Boulevard de la Chantourne
38700 LA TRONCHE

- **Livraison exceptionnelle - Samedi matin de 8h00 à 12h00 :**
A l'accueil de la Pharmacie Pavillon Vercors. Les livraisons le samedi matin ne seront acceptées que si elles sont expressément demandées sur le bon de commande.
- **Livraison exceptionnelle - Samedi, dimanche et jours fériés, et en dehors des heures précitées :** S'adresser à l'accueil de l'hôpital Albert Michallon et demander à biper l'interne de garde avant de se présenter à la pharmacie.

Pour l'hôpital de Voiron :

Livraison du lundi au vendredi 8h30/12h30 - 13h30/16h :

Pharmacie du Centre Hospitalier de Voiron
34 avenue Jacques Chirac 38500 VOIRON

2) Pour les médicaments radiopharmaceutiques et radiochimiques :

Livraison dans le service de Médecine Nucléaire , Hôpital A. Michallon, rez-de-chaussée bas, Boulevard de la Chantourne, 38700 La Tronche, du lundi au vendredi avant 7h15.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge de l'Opérateur Economique titulaire de l'accord cadre à bons de commande et ne peut être facturée.

Un second envoi est effectué par l'Opérateur Economique sans attendre la fin des opérations de vérifications et de recherche.

De même, toute marchandise livrée à un lieu différent de celui mentionné sur le bon de commande est à la charge de l'opérateur économique et ne peut être facturée.

Toutes les livraisons effectuées pendant la durée de l'accord-cadre à bons de commande doivent être conformes aux fiches techniques et, le cas échéant aux échantillons/spécimen fournis lors de la consultation.

8.3 – Traçabilité des livraisons

En cas de différend, l'Opérateur Economique est tenu d'apporter les preuves de la livraison au site concerné par la commande, ainsi que le nom et la signature de la personne ayant réceptionné le(s) produit(s). En cas de défaut de preuve, la perte est imputée à l'opérateur économique titulaire considéré responsable.

Toutes les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison qui est présenté au réceptionnaire pour signature, portant :

- Le nom de l'Opérateur Economique et les coordonnées du service commande,
- La référence de la commande (S ou P.....),
- La date de la commande,
- La désignation de la marchandise,
- La référence précise,
- La quantité commandée,
- La quantité livrée,
- Le numéro de lot,
- Le conditionnement
- Le lieu de livraison.

8.4 – Particularités

Les articles de gros volumes sont livrés sur palette filmée de 185 cm de hauteur maximale, par catégorie.

Les livraisons sur palettes doivent impérativement être effectuées avec des palettes Europe non consignées. Ces palettes doivent être exemptes d'imperfections ou de dommages tels qu'une partie de plancher ou un longeron manquants, un plancher incomplet, fendu ou brisé, ou des clous en saillie.

Si un produit est livré directement dans le service utilisateur ou commandé par l'unité de soins, sans accord écrit de la Pharmacie du site concerné par la commande, cette dernière ne peut être payée.

Le non-respect des dispositions développées ci-dessus peut entraîner le refus de la livraison auprès du livreur.

Les frais en résultant sont à la charge de l'Opérateur Economique titulaire de l'accord cadre à bons de commande dans les conditions visées à l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

8.5 – Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le prix des frais d'expédition sont à la charge de l'opérateur économique (franco de port).

- Risques inhérents au transport :

En cas de difficultés dans les circuits de distribution (grève des transporteurs ...), l'Opérateur Economique titulaire de l'accord cadre à bons de commande est dans l'obligation de prendre en charge tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais et dans le respect des dispositions visées au présent CCAP.

- Emballages :

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG, les emballages restent la propriété de la personne publique.

Les emballages indiqueront très explicitement le caractère particulier de certains produits :

- Produits fragiles,
- Produits toxiques,
- Produits radioactifs,
- Produits à maintenir à une certaine température.

Dans le cas contraire, lors d'éventuels incidents provoquant la détérioration des marchandises ou la dissémination de produits toxiques dans l'environnement, la faute de l'Opérateur Economique peut être mise en cause.

8.6 – Protection des données personnelles

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, en cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;

- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse protection-donnees@chu-grenoble.fr, dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

8.7 – Obligation du titulaire

8.7.1 – Documentation technique

L'Opérateur Economique s'engage à fournir à la livraison toute documentation rédigée en langue française nécessaire à l'utilisation correcte du produit.

8.7.2 – Formation du personnel

L'Opérateur Economique est amené à former les pharmaciens et/ou les médecins et/ou le personnel soignant à l'utilisation des prestations de l'accord cadre à bons de commande, en fonction de la demande.

8.7.3 – Changement affectant le titulaire

- En cas de changement de raison sociale, de fusion avec un autre laboratoire ou de transfert d'activité à un autre laboratoire, l'Opérateur Economique doit faire parvenir à l'UM Support Administratif Pharmaceutique du C.H.U. Grenoble Alpes les documents attestant ce changement, à savoir : un exemplaire du KBIS, un exemplaire de la publication officielle ou du courrier informant du transfert d'activité contresigné par les deux laboratoires, un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), ainsi que les attestations fiscales, sociales et assurance du nouveau titulaire. Dans ce cas, un avenant sera établi entre les deux parties.
- En cas de changement d'identité bancaire, un nouveau relevé d'identité bancaire est à fournir rapidement et obligatoirement accompagné d'un courrier.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et se font sans modification des conditions initiales et notamment commerciales du marché.

Article 9 – Modification des conditions d'exécution en cours de l'accord-cadre

9.1 – Modification technique

Dans le cadre de l'accord cadre à bons de commande, l'Opérateur Economique s'engage à avertir par courrier, le pharmacien du Service Support Administratif Pharmaceutique, et ce avant une livraison, des modifications techniques du ou des produit(s) référencé(s) survenues pendant la période de validité de l'accord cadre à bons de commande à :

C.H.U. Grenoble Alpes
Pôle Pharmacie – Service Support Administratif Pharmaceutique – Pavillon Moidieu
CS 10217
38043 GRENOBLE CEDEX 9

Une copie de ce courrier peut également être transmise par mail à l'adresse suivante : CelluleAchatPolePharmacie@chu-grenoble.fr

Le CHU Grenoble Alpes peut à ce titre annuler sa commande sans que l'Opérateur Economique ne puisse obtenir une indemnité.

9.2 – Evolution technologique

En cas d'évolution d'une gamme de produits auprès de l'opérateur économique titulaire, qui surviendrait en cours d'exécution de l'accord cadre à bons de commande, celui-ci peut modifier ou remplacer les fournitures retenues initialement, dès lors qu'elles apparaissent plus performantes ou mieux adaptées aux besoins.

Cette substitution doit correspondre à une simple évolution technologique (modification du processus de fabrication et/ou amélioration technique des composants), et non à une innovation d'un produit entièrement différent.

Cette modification doit se faire aux conditions de l'accord cadre à bons de commande sans modification de prix, et doit être notifiée par écrit à l'acheteur.

Elle ne peut être opérationnelle qu'après son accord écrit.

En cas d'évolution technique majeure ne répondant plus au besoin, le CHU Grenoble Alpes se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire peut être prononcée.

9.3 – Suppression de références

En cas de suppression de référence (arrêt de fabrication d'un produit), l'Opérateur Economique s'engage à la remplacer par une référence similaire, de qualité identique ou supérieure et ce à un prix identique correspondant à celui de la référence supprimée, après validation du changement par le représentant du pouvoir adjudicateur (pharmacien).

Si le changement de référence ne convenait pas, le CHU Grenoble Alpes se réserve le droit de s'adresser à un autre fournisseur conformément au terme de l'article 45 du CCAG FCS.

9.4 – Problème temporaire d'approvisionnement

En cas de problème temporaire d'approvisionnement, l'opérateur économique doit proposer un produit de remplacement, même de technologie plus avancée. Le prix de ce produit de substitution ne pourra être supérieur au prix initialement consenti.

Cette substitution ne peut avoir lieu qu'après information écrite auprès du pharmacien responsable du CHU Grenoble Alpes et acceptation de ce dernier.

Si le produit de substitution ne convenait pas, le CHU Grenoble Alpes se réserve le droit de s'adresser à un autre fournisseur conformément au terme de l'article 45.2 du CCAG FCS.

9.5 – Ajout de références

En cas d'articles nouveaux, ils peuvent être ajoutés à l'accord cadre à bons de commande par simple acte spécial (bordereau des prix unitaires supplémentaires) signé des deux parties. Ces derniers sont de ce fait, intégrés à l'accord cadre à bons de commande.

Les articles et/ou accessoires inclus par ajout au présent accord cadre à bons de commande doivent être de même nature et respecter l'objet de l'accord cadre à bons de commande.

9.6 – Commande occasionnelle

Ponctuellement, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de s'adresser à un prestataire, autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour des achats correspondant à des besoins occasionnels, à condition que le montant cumulé de ces achats ne dépasse pas la somme de 10% du montant annuel maximum de l'accord-cadre.

En cas d'urgence, ou si un produit nécessaire au gestionnaire du marché ne figure pas au catalogue du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Article 10 – Constatation de l'exécution des prestations

10.1 – Opérations de vérification et leur déroulement

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS. L'opérateur économique titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification.

10.2 – Décisions après vérification

- Vérifications quantitatives : Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande. Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, le pharmacien du CHU Grenoble Alpes et/ou le pharmacien du site de Voiron met en demeure l'Opérateur Economique de l'accord cadre à bons de commande et ce par tout moyen (fax, courriel, courrier) :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

Les produits de même référence doivent être regroupés sur la même palette, ou à défaut de palette, dans le même colis. Toutefois, si la livraison correspond à plusieurs numéros de commande, les produits doivent être regroupés par numéro de commande.

Si la livraison de plusieurs commandes a lieu sur la même palette ; les cartons d'une même commande sont regroupés par étage sur la palette.

Tous les colis livrés doivent être clairement identifiés et leur étiquette doit être lisible de l'extérieur de la palette.

- Vérifications qualitatives : Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications de l'accord cadre à bons de commande. A défaut, l'échange est exigé dans un délai de 48h à compter de l'information au titulaire. La fourniture doit être strictement conforme :

- Aux normes précisées dans le présent C.C.A.P.,
- Le cas échéant, aux spécimens remis lors de la soumission,
- Aux spécifications des textes réglementaires en vigueur (normes AFNOR).

Les décisions après vérifications sont prises en application de l'article 29 et 30 du C.C.A.G.-FCS. Au cas où les opérations de vérification nécessitent une expertise, celle-ci est à la charge de l'Opérateur Economique titulaire de l'accord cadre à bons de commande.

10.3 – Admission

A l'issue des opérations de vérification, le pharmacien du CHU Grenoble Alpes et/ou du site de Voiron (ou la personne responsable) prend la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S. Le pharmacien responsable du CHU Grenoble Alpes et/ou du site de Voiron s'engage à effectuer les vérifications dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

L'Opérateur Economique titulaire s'engage à fournir une qualité identique à celle mentionnée dans les fiches techniques fournies et contractualisées.

Dans tous les cas les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés (vice de fabrication ou défaut de matières).

Attention : La signature du double du bon de livraison vaut acceptation du nombre de colis reçus, et non des quantités ou de la qualité des fournitures objet du bon de commande.

10.4 – Marchandises remises au titulaires

En aucun cas une marchandise appartenant à l'établissement public concerné ne peut être remise à l'Opérateur Economique titulaire de l'accord cadre à bons de commande, sauf en cas de rappel de lots déclarés par Agence Nationale de Sécurité du Médicament (matéiovigilance).

Pour des raisons de traçabilité, les fournitures doivent impérativement être retirées auprès du magasin de l'UM Support Administratif Pharmaceutique.

Article 11 – Pénalités

L'ensemble des pénalités visées dans le présent CCAP sont cumulables.

Cependant, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles sont plafonnées à 20% du montant de la facture sur laquelle doit s'appliquer les pénalités.

Toutefois le pouvoir adjudicateur peut décider de cumuler l'ensemble des pénalités (limitée à 20% des factures) et les facturer en fin de contrat.

Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques de l'opérateur économique, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

Le montant des pénalités et retenues sont calculées par jour calendaire.

Toutes ses pénalités n'exonèrent en aucun cas l'Opérateur Economique titulaire contre d'éventuelles poursuites judiciaires du fait des éventuels préjudices subis par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution des missions confiées à l'Opérateur Economique titulaire.

11.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées comme suit : il sera fait application des pénalités fixées à 1/250 de la valeur des prestations pénalisées par jour de retard.

11.2 – Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC estimatif du contrat au moment de la passation de l'appel d'offre (Quantités indiquées sur le BPU initial).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

11.3 – Pénalités en cas de non-respect des dispositions du Règlement IMPI

En cas de non-respect des obligations visées à l'article 1.6 du présent CCAP, le titulaire est passible d'une sanction pécuniaire d'un montant égal à 20 % :

- De la valeur totale du marché public lorsqu'il n'est pas un accord-cadre ;
- Du montant du bon de commande émis ou du marché subséquent conclu, lorsque le bon de commande ou le marché subséquent en cause est soumis aux obligations de l'article 1.6 du présent CCAP. Lorsque cette dernière condition n'est pas remplie, la sanction n'est pas applicable.

La violation des obligations visées à l'article 1.6 du CCAP est constatée lors des opérations de vérifications préalables à la mise en paiement de la dernière demande de paiement intervenant dans le cadre de l'exécution du marché, du bon de commande ou du marché subséquent.

La violation des obligations visées à l'article 1.6 du CCAP ne donne pas lieu à l'application d'une double pénalité.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités prévues à la présente clause, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours francs à compter de la réception de cette demande par le titulaire. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les modalités de calcul qui ont été appliquées pour le calculer et les raisons pour lesquelles il est envisagées de les appliquer.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du précédent alinéa ne permettent pas de démontrer que les obligations visées à l'article 1.6 du CCAP ont été respectées, l'acheteur peut décider d'appliquer le montant des pénalités telles qu'indiquées dans l'invitation adressée au titulaire à présenter ses observations.

Lorsque le montant de la pénalité excède le montant réclamé par la dernière demande de paiement, ce dernier n'est pas réglé et un ordre de reversement correspondant au solde de la pénalité est adressé au titulaire.

11.4 – Pénalités pour prestation défectueuses

En cas de livraison de produits défectueux, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande doit remédier à la situation dans le délai de 48h, et ce suite à un écrit du CHU Grenoble Alpes (courrier suivi, email ou fax), le cas échéant en intervenant directement sur site.

A défaut, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 1/250 de la valeur des prestations pénalisées.

La formule suivante est appliquée :

$P = (V \times R)/250$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement des marchandises défectueuses,

R = le nombre de jours de retard.

11.5 – Défaillance du titulaire – Exécution par défaut

Si l'Opérateur Economique n'est pas en mesure de satisfaire la demande dans les délais impartis et que les impératifs du CHU Grenoble Alpes ne lui permettent pas de prolonger le délai d'exécution, le pharmacien responsable s'approvisionnera, auprès d'un opérateur économique de son choix, aux frais et risques de l'opérateur économique défaillant, conformément à l'article 45 du CCAG F.C.S., dans un délai compatible avec la continuité des soins.

En outre, conformément à l'article 45 du CCAG-F.C.S., le CHU Grenoble Alpes se réserve également le droit de s'adresser à un autre fournisseur, aux frais et risques de l'Opérateur Economique titulaire du seul fait :

- Du refus ou de l'impossibilité de l'Opérateur Economique titulaire de remplacer les fournitures ayant fait l'objet d'un rejet,
- De la mauvaise conservation des marchandises livrées à moins que l'Opérateur Economique titulaire puisse établir qu'une faute certaine incombe à l'établissement hospitalier,
- D'un retrait du produit consécutif à des mesures imposées par l'Agence Nationale de Sécurité du médicament et des produits de santé,
- De la résiliation de l'accord cadre à bons de commande prononcée en vertu de l'article 41 du CCAG FCS si la décision de résiliation le prévoit.

S'il n'est pas possible pour le CHU Grenoble Alpes de se procurer dans les conditions qui lui conviennent des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue à l'accord cadre à bons de commande, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes.

L'Opérateur Economique titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement aux choix de substitution ni à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix de l'accord cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques de l'Opérateur Economique, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, cette exécution par défaut n'est pas soumise à une décision préalable de résiliation du marché ni à une mise en demeure préalable.

Article 12 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, l'opérateur économique titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, l'opérateur économique titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 – Résiliation de l'accord-cadre à bon de commande

13.1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation de l'accord cadre à bons de commande, sont applicables.

A l'exception des suivantes :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique titulaire ne percevra pas d'indemnité. La résiliation ne fera pas l'objet d'un décompte de résiliation.
- En cas d'évolution technologique majeure, le CHU Grenoble Alpes, établissement support se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

D'autre part, la résiliation est prononcée aux torts de l'Opérateur Economique :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et 2144-1 à 7 du Code de la commande publique,

- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail,
- Si les services utilisateurs ou la pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché (formalisée par une déclaration de matériovigilance ou pharmacovigilance),
- Si les produits livrés posent des problèmes techniques d'utilisation avérés et répétés,
- Lorsque le prix du marché est supérieur au prix CEPS publié au Journal Officiel.

Dans ces cas, il sera fait application aux torts de l'Opérateur Economique des conditions de résiliation prévues par l'accord cadre à bons de commande, et conformément à l'article 45 du C.C.A.G- Fournitures courantes et services, le CHU Grenoble Alpes se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques de l'Opérateur Economique.

Enfin, il est précisé que le CHU Grenoble Alpes, peut résilier l'accord-cadre si des dispositifs médicaux intègrent des marchés nationaux (tels que UniHa).

Il est précisé que si l'accord-cadre regroupe plusieurs lots, chacun des lots pris individuellement peut être résilié, sans pour autant entraîner la résiliation des autres lots.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L2195-4 du CCP modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du code de commerce.

Article 14 – Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre ou relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord cadre.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai minimum de quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation deux mois après la date d'effet de la résiliation de l'accord cadre.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différent et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

<p>DREETS Auvergne Rhône Alpes Tour Swiss Life 1 Boulevard Vivier Merle, 69443 Lyon Cedex 03</p>
--

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Développement durable

Le CHU Grenoble-Alpes est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Énergie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre.
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

- À l'horizon 2050 :

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

LES OBJECTIFS :

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent accord-cadre de tenir compte de cet engagement.

Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poizat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- Depuis le 2 mai 2019, les véhicules utilitaires légers et poids lourds « non classés » et classés CQA 5 sont interdits à la circulation.
- Depuis le 1er juillet 2020, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 4.
- Depuis le 1er juillet 2022, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 3.
- Dès le 1er juillet 2025, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 2.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Article 16 – Clauses complémentaires

Lorsque la prestation demandée n'a pu être décrite dans le cahier des clauses techniques particulières que par référence à un mode ou à un procédé de fabrication particulier, à une provenance ou à une origine déterminée, à une référence, un brevet, un type de produit ou une marque (NF par exemple), cette exigence doit s'entendre comme réservant le cas des prestations présentant des caractéristiques équivalentes.

Il en est de même si la référence porte sur une norme nationale non issue de normes européennes ou de normes internationales : la référence doit, dans ce cas, être également comprise comme réservant le cas des prestations conformes à toutes normes reconnues équivalentes.

La charge de la preuve de ces équivalences appartiendra au soumissionnaire qui pourra l'assurer par tout moyen et qui devra la joindre à son offre.

16.1 – Obligation de confidentialité

L'Opérateur Economique s'engage à informer les personnels intervenant au sein des sites du pouvoir adjudicateur qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations réalisées.

Le personnel d'intervention de l'Opérateur Economique est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Au règlement intérieur de l'établissement.
- A la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. Ainsi, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

L'Opérateur Economique s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord cadre à bons de commande peut être résilié aux torts de l'Opérateur Economique.

L'Opérateur Economique, reconnaissant par avance que toute divulgation lèserait gravement les intérêts du pouvoir adjudicateur, s'engage à ce que les informations, documents et savoirs-faires, transmis par ces derniers ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelques moyens, sous quelques formes et quelques manières que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

En outre, l'Opérateur Economique est tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toutes techniques relatives à l'activité du pouvoir adjudicateur qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. L'Opérateur Economique assure donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

16.2 – Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Déontologie, prévention des risques de corruption et de conflits d'intérêts

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

16.3 – Sécurité : opérations de chargement/déchargement de marchandises

Le CHU Grenoble Alpes définit une politique de sécurité des personnes lors des interventions de prestataires dans ses établissements. Cette politique se traduit par l'application de différentes

procédures que les prestataires devront respecter conformément aux dispositions du CCAP. Le CHU Grenoble Alpes, établissement support assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans ses sites.

SECURITE : OPERATIONS DE CHARGEMENT/DECHARGEMENT DE MARCHANDISES

Les dispositions de sécurité applicables aux prestations objet du présent CCAP sont les suivantes :

- Un protocole de sécurité doit être établi dans le cadre d'un échange entre :
 - Le CHU GRENOBLE ALPES établissement support et l'opérateur économique,
 - Le CHU GRENOBLE ALPES établissement support et l'entreprise(s) sous-traitant(s) (transporteur, livreur) qui aura été informée par l'opérateur économique.

Ce protocole de sécurité (document CHU GRENOBLE ALPES annexé au bon de commande) comprendra toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées.

- Un déclenchement des prestations :

Chaque intervention est déclenchée par bon de commande dont une annexe jointe précisera les conditions spécifiques d'enclenchement (date, lieu, personne à rencontrer...).

Dans le cas d'interventions urgentes, un fax précisant ces conditions spécifiques déclenchera l'intervention.

Nous rappelons que les opérateurs économiques titulaire doivent obligatoirement informer les transporteurs-livreurs des dispositions de sécurité imposées par le CHU GRENOBLE ALPES et notamment le Protocole de Sécurité à remplir.

Article 17 – Dérogations

Les dérogations sont les suivantes :

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 2.2 du CCAP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG FCS
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 10.2.2 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 4.2 du CCAP déroge à 10.2.4 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 7.4 du CCAP déroge aux articles 11.6 et 11.7 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 7.6 du CCAP déroge à l'article 12.2 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 9.2 du CCAP déroge aux articles 28.2, 29.2 et 30 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 10.3 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 39.2 du CCAG – Fournitures courantes et services ;

Toutes les dispositions du CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021) non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent contrat.